

LA CFE-CGC EN CAMPAGNE: « QUELLE SOCIÉTÉ POUR DEMAIN? »

François Hommeril, président de la confédération CFE-CGC, était à Lille ce vendredi, dans le cadre d'un tour de France des unions régionales. Fort de sa bonne progression en terme de représentativité syndicale aux dernières élections dans les PME-TPE, le syndicat des cadres veut faire entendre sa voix dans la campagne présidentielle.

Par Jean-Marc Petit - Economie@lavoixdunord.fr | Publié le 14/04/2017

[PARTAGER](#) [TWITTER](#) [Le journal du jour à partir de 0.79€](#)



De gauche à droite : Raymond Annaloro, président de l'union régionale des Hauts-de-France CFE-CGC ; François Hommeril, président de la confédération CFE-CGC ; Jean-François Foucard, secrétaire national emploi-formation.

LILLE. Lors des dernières élections des représentants du personnel dans les PME-TPE, la CFE-CGC est le syndicat qui a le plus progressé en termes de représentativité. Il est également devenu majoritaire dans la branche bancaire. Fort de ces bons résultats, son président national, François Hommeril fait actuellement le tour des régions à la rencontre de ses unions régionales. Les Hauts-de-France s'avèrent même la première région du syndicat réformiste, avec un taux de représentativité de 37,19 %, en tête dans l'encadrement, en troisième position dans le secteur de la chimie.

Mais si François Hommeril « laboure » le terrain, c'est aussi pour faire entendre la voix de son syndicat dans la campagne présidentielle. La CFE-CGC vient de publier un imposant état des lieux « Quelle société pour demain ? », assorti de sept questions posées aux différents candidats.

« Alors que nous sommes dans une société en progrès, nous ne comprenons pas pourquoi celle-ci est aussi anxiogène », constate François Hommeril. Mais la raison en est simple : « Plus les entreprises parlent de mettre l'humain au centre, moins elles le mettent. Ce n'est plus la personne qui est au centre, mais le coût, au nom de l'orthodoxie budgétaire. Avec des conséquences désastreuses en matière de pression sur le travail, de mal-être. Et les cadres, dans le privé comme dans le public, vivent la réalité concrète des ajustements structurels imposés par un pouvoir économique qui voudrait s'absoudre des contingences humaines. »

La CFE-CGC interroge donc les candidats sur « la réconciliation de l'économie de marché avec l'intérêt général du pays ». Mais également sur la « pertinence à démontrer » du relèvement de l'âge de la retraite, sur le sur le « droit à la formation », sur « l'égalité des chances », sur la « solidarité intergénérationnelle et intercatégorielle », sur « le rôle des partenaires sociaux ». Bref, tout un modèle social à « régénérer ».

Source (LA VOIX DU NORD)